

Ecrit par le 22 novembre 2024

Lutte contre le trafic de stupéfiants : la mobilisation continue à Carpentras et Avignon



Alors que Violaine Démaret, nouvelle préfète de Vaucluse, dressait son [premier bilan départemental de la délinquance](#), plusieurs sections de compagnie républicaine de sécurité (CRS) sont venues participer à des actions coups de poing dans des quartiers d'Avignon et Carpentras.

Comme au niveau national, le Vaucluse enregistre, en 2022, une hausse des indicateurs du trafic de stupéfiants. Les services de l'Etat et les forces de sécurité intérieure demeurent pleinement mobilisés au sein du département. En ce début d'année, la préfète de Vaucluse a sollicité l'intervention de plusieurs sections de compagnie républicaine de sécurité (CRS) dans certains quartiers d'Avignon et de Carpentras

Écrit par le 22 novembre 2024

pour venir renforcer les effectifs qui luttent au quotidien contre le trafic de stupéfiants.

Lire aussi : 'Bilan de la délinquance en Vaucluse : « les indicateurs sont au rouge »'

A Avignon, ce sont plus de 130 effectifs qui ont été déployés du 23 au 26 janvier. A Monclar, la Reine-Jeanne, Saint-Jean et Saint-Chamand, ces effectifs sont venus couvrir des secteurs sensibles, connus pour être des points de deal. En 4 jours, neuf interpellations ont eu lieu à la suite de ces interventions. Parallèlement, les forces de police ont saisi, sur la même période, 278 g de résine de cannabis et 8.6 g de cocaïne.

Du côté de Carpentras, ce sont plus de 110 effectifs qui ont été déployés. Ces sections supplémentaires ont couvert les trois points de deal des Amandiers, du Pous du Plan et du Bois de l'Ubac simultanément. Sur 6 jours de présence, ils ont interpellé 24 individus et ont pu saisir, 773,8 g de résine de cannabis, 167 g d'herbe de cannabis et 107.7 g de cocaïne. Parallèlement, les effectifs de Carpentras ont saisi, sur la même période, 1 kg 716 de résine de cannabis, 49,8 g d'herbe de cannabis et 219,3 g de cocaïne.

En 2023, la lutte contre le narco trafic demeure une priorité de la préfecture de Vaucluse qui compte poursuivre le harcèlement des dealers sur les points de distribution et multiplier les amendes forfaitaires délictuelles (AFD) qui concernent les consommateurs. Pour cela, le département va s'appuyer sur des renforts ponctuels d'unités de forces mobiles, comme ces derniers jours à Avignon et Carpentras et sur des opérations coups de poing coordonnées avec le Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) et la gendarmerie.

L'objectif de la préfète est clair : restaurer le cadre de vie de ses habitants.

J.R.

Bilan de la délinquance en Vaucluse : «Les indicateurs sont au rouge»

Ecrit par le 22 novembre 2024



Violaine Démaret, nouvelle préfète de Vaucluse, vient de dresser son premier bilan départemental de la délinquance et de l'activité des services de police et de gendarmerie de l'année écoulée. Comme à l'échelle nationale, l'année 2022 n'a pas été bonne en Vaucluse, particulièrement en ce qui concerne les faits de violence. Pour autant, les services de l'Etat n'entendent pas relâcher leurs efforts et veulent maintenir la pression sur les délinquants et notamment les narcotrafiquants avec des résultats comme à Cavaillon.

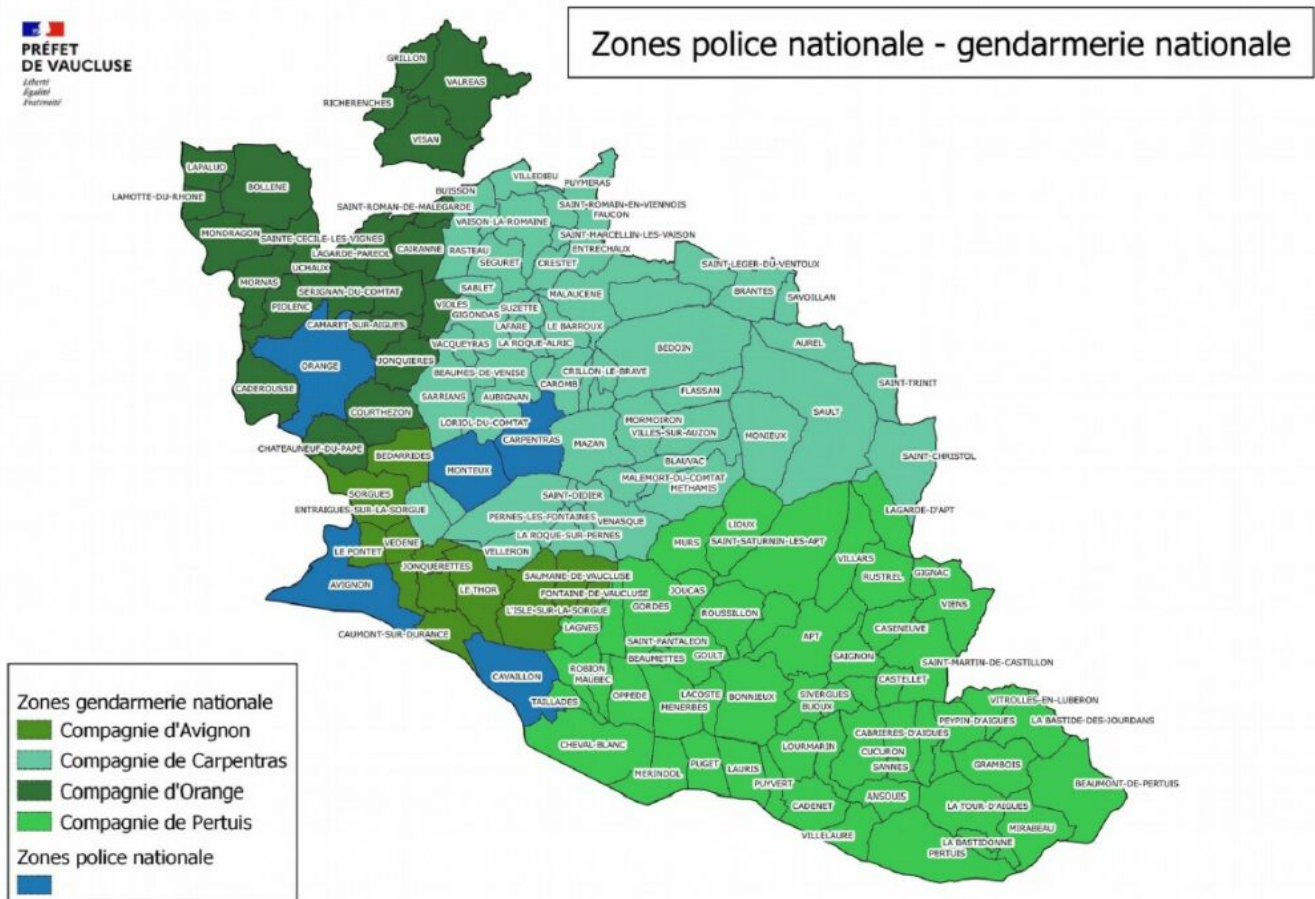
« Les indicateurs sont au rouge », annonce sans ambages Violaine Démaret, préfète de Vaucluse à l'occasion de son premier bilan de la délinquance en Vaucluse.

Et celle qui est en poste depuis août dernier de poursuivre : « la plupart des indicateurs de la délinquance dans le Vaucluse enregistrés par les services de police et de gendarmerie sont à la hausse, avec parfois des pourcentages préoccupants, notamment pour les violences faites aux femmes (+19,3%), dont les violences intrafamiliales (+19,57%), les violences physiques non crapuleuses (+19,3%) , les vols avec violence (+18%), dont les vols violents sans armes (+22,2%) ainsi que les vols d'accessoires sur

Écrit par le 22 novembre 2024

véhicules (+27,8%). »

Seul le nombre total des escroqueries et infractions assimilées, notamment économiques et fiscales, a baissé de 4,3% entre 2021 et 2022. Pas de quoi cependant empêcher au final à la délinquance générale d'augmenter de 8,70% en Vaucluse en 2022 (+6,56% en zone police et +10,75% en zone gendarmerie).



En Vaucluse les 4 circonscriptions de police nationale regroupe 654 agents (commissaires, officiers, gradés et gardiens, contractuels, personnels administratifs techniques et scientifiques). De son côté, la gendarmerie dispose d'un effectifs de 702 personnes (officiers, sous-officiers, gendarmes, contractuels et civils) et 450 réservistes répartis dans les 4 compagnies (Avignon, Carpentras, Orange et Pertuis), l'escadron départemental de sécurité routière, la MCPF (Maison de confiance et de protection des familles) et l'ART (Antenne du renseignement territorial).

Une tendance nationale

Bien que cela ne constitue pas un motif de consolation, cette hausse de la délinquance s'inscrit dans une augmentation générale à l'échelle nationale. La tendance dans le Vaucluse rejoint ainsi en de nombreux points les évolutions observées au niveau hexagonal notamment en ce qui concerne les narcotrafics et les violences intra-familiales.

Ecrit par le 22 novembre 2024

« Le trafic de drogues constitue l'enjeu majeur dans notre département, insiste la préfète. Comme pour le reste du territoire national, il est observé à l'échelle départementale une progression sensible de violences intra-familiales, ainsi que des cambriolages et des coups et blessures volontaires. »

« Le trafic de drogues constitue l'enjeu majeur dans notre département. »

Violaine Démaret, préfète de Vaucluse

L'an dernier, si les infractions à la législation sur les stupéfiants ont augmenté significativement entre 2021 et 2022 en Vaucluse en zone gendarmerie (+21,8%), elles ont diminué de -15,13% en zone police. Une baisse due en grande partie par le 'harcèlement' des points de deal ainsi que la mobilisation des forces de l'ordre sur le secteur de Cavillon suite aux règlements de compte qui avaient défrayé la chronique dans le quartier du docteur Ayme.

« Suite à ces agissements de ce que je n'hésite pas à qualifier de 'cartels' nous avons intensifié les actions des forces de l'ordre » rappelle Violaine Démaret. Une mobilisation qui a débouché sur une cinquantaine d'interpellations alors que dans le même temps une pression a aussi été mise sur les consommateurs. En effet, depuis le 1er septembre 2020, les infractions à la législation sur les stupéfiants peuvent être désormais relevées vis-à-vis des consommateurs par via une amende forfaitaire délictuelle d'un montant de 200€. Leur nombre a ainsi fortement progressé, passant de 901 amendes en 2021 à 1 291 en 2022 (390 en zone police et 901 en zone gendarmerie), soit une progression de 43%.

Cette lutte c'est aussi traduite par des saisies importantes de drogues en 2022 : 679kg de produits stupéfiants contre 407 kg en 2021, soit une augmentation de 67%.

Cependant, à Avignon, la fin de l'année 2022 a été marquée par une reprise des faits de règlements de comptes et de tentative d'homicide (3 morts et 7 tentatives d'homicides) entre malfaiteurs sur fonds de rivalité pour le contrôle du trafic de stupéfiants. De quoi inciter les services de l'Etat à ne pas baisser la garde et à poursuivre leurs efforts en 2023.

Écrit par le 22 novembre 2024



Les forces de l'ordre vont poursuivre les contrôles afin de harceler les narco-trafiquants en Vaucluse. © Police de Vaucluse/Facebook

Continuer à harceler les dealers

« La lutte contre le narco trafic restera la priorité de 2023, insiste la préfète de Vaucluse. Nous allons harceler les dealers sur les points de distribution et restaurer le cadre de vie pour les habitants : opérations coups de poing coordonnées avec la Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) et la gendarmerie, ponctuellement avec des renforts d'unité de forces mobiles. Nous allons aussi maîtriser les flux en renforçant la présence des policiers sur le terrain : contrôles des flux de personnes et stupéfiants, contrôles dans les transports. Enfin, nous allons cibler l'organisation et la logistique des stupéfiants, grâce à l'action au long cours de la police judiciaire, et démanteler les cartels. »

« Il y a des actes de plus en plus violents »

Ecrit par le 22 novembre 2024

En 2022, les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont continué à augmenter : +822 faits, soit une augmentation de 15,5%. Dans le détail, les violences physiques crapuleuses (violences qui ont pour but le vol, l'appropriation d'un bien : braquage, vol à main armée, vol avec violences) ont progressé de +17,6%, les violences physiques non crapuleuses (violences gratuites) sont en hausse de +19,3%, les menaces et chantages augmentent de +6,5% et les violences sexuelles sont 14% plus nombreuses.

Infractions	2021		2022	
	Total	dont contexte familial	Total	dont contexte familial
Homicides	0	0	4	4
Tentative d'homicide	5	2	5	3
violences ayant entraîné la mort	0	0	0	0
Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	1232	789	1513	1012
Séquestrations	19	4	11	1
Menace ou chantage dans un autre but que l'extorsion de fonds	549	196	629	198
Atteintes à la dignité et à la personnalité	336	74	436	95
Proxénétisme	9	1	2	2
Viols	73	36	80	39
Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles	65	24	96	6
Atteintes sexuelles	85	19	53	9
Total	2373	1167	2829	1369

Les violences envers les femmes majeures - nombre de victimes par type d'infraction en Vaucluse en 2022.

Les femmes en première ligne

Parmi les victimes de ces violences, les Vauclusiennes apparaissent plus que jamais en première ligne. En 2022, les services de police et de gendarmerie ont enregistré les plaintes de 2 829 femmes majeures. « Année après année, les plaintes ne cessent d'augmenter, avec une progression particulièrement marquée de +457 entre 2021 et 2022, soit +19,3%, regrette la préfète de Vaucluse. Cette augmentation est à corréliser avec l'augmentation des atteintes volontaires aux personnes, en population générale, et traduit un signalement accru des faits. »

Si on déplore 4 homicides en 2022, contre aucun en 2020 et 2021, tous dans un contexte intra-familial, les autres principales violences faites aux femmes sont les coups et blessures volontaires (1 513 victimes

Ecrit par le 22 novembre 2024

avec 53% des plaintes), les menaces ou chantage (2e motif de plaintes avec 629 plaintes) qui interviennent très fréquemment dans un contexte de séparation conjugale et les atteintes à la dignité et à la personnalité en hausse de 30% entre 2021 et 2022.

Combattre les violences sexuelles

Par ailleurs, les viols sont en augmentation continue, jusqu'à atteindre 80 en 2022. Dans une très grande majorité des cas, la victime connaît l'auteur des faits, et la moitié des viols se déroule dans un contexte familial. Concernant le harcèlement, les agressions et les atteintes sexuelles, si le nombre de victime a considérablement augmenté depuis 2017, soit près de 50% (de 100 à 149), il semble se stabiliser.

« La moitié des viols se déroule dans un contexte familial. »

Afin de lutter contre ces phénomènes, plusieurs actions ont été entreprises par les pouvoirs publics. En 2022, les actions les plus significatives pour lutter contre ces phénomènes ont ainsi été une augmentation du nombre de téléphones du dispositif '[Très grave danger](#)' distribués aux femmes ayant besoin d'être protégées : 70 appareils remis en 2022 contre 30 en 2021 par les parquets. On a aussi assisté au début du déploiement des bracelets anti-rapprochement par les magistrats du siège (7 bracelets disponibles) ainsi que le recrutement, fin 2022, d'une deuxième intervenante sociale en gendarmerie à Apt.

L'année écoulée a vu aussi la montée en puissance de la prise en charge des auteurs de violences conjugales : 65 hommes auteurs de violences conjugales ont participé à un stage de responsabilisation, ou ont été accompagnés sur le plan psychologique, médical ou social.

Enfin, un travail a été mené pour parvenir à l'ouverture d'une maison des femmes et des enfants au centre hospitalier d'Avignon ainsi que la création d'un poste d'intervenant social au commissariat d'Avignon. Objectif : mieux prendre en charge les victimes se présentant aux urgences et mieux coordonner l'intervention médicale ainsi que l'action judiciaire.

Moins de tués sur les routes de Vaucluse, pas sur les autoroutes

Côté sécurité routière, on dénombre moins d'accidents graves - 261 accidents contre 268 (-3%) - ainsi que de morts sur les routes du département (37 tués en 2022 pour 42 en 2021 soit une diminution de 12%). S'agissant des blessés, on constate également une baisse de 4% par rapport à 2021.

« Si c'est hors agglomération que le chiffre des tués est le plus important (23), le nombre de tués sur l'autoroute en 2022 interpelle, constate la préfète. En effet, le Vaucluse est traversé de Nord en Sud par 68km d'autoroute entre Bollène et Cavaillon ce qui ne représente que moins de 1% de l'ensemble de notre réseau routier. Pour autant, il y a eu 4 tués (12% des tués du département en 2022) et 7 blessés dont 4 hospitalisés dans un état grave sur ce tronçon d'autoroute. Des chiffres comparables à ceux de 2021. Cette augmentation de la mortalité sur autoroute est également constatée au niveau national. »

Ecrit par le 22 novembre 2024



Alors que les autoroutes A7 et A9 représentent 1% du réseau routier vauclusien, ils 'pèsent' 12% des tués du département en 2022. © Gendarmerie de Vaucluse/Facebook

Par ailleurs, comme à l'échelle nationale, les conducteurs de deux-roues motorisés restent sur-représentés dans la mortalité vauclusienne. Ainsi, 30% des tués sont des conducteurs de deux-roues motorisés en 2022 contre 22% sur la période de référence 2017-2021. Pour les cyclistes, qui sont nombreux à pratiquer le vélo hors agglomération, les chiffres restent stables (3 cyclistes tués en 2022 contre 2 tués en 2021).

Téléphone, vitesse, alcool... un cocktail accidentogène

Les principales causes d'accidents au volant sont toujours l'inattention ou le téléphone constaté dans 24% des accidents ainsi que la vitesse et l'alcool que l'on retrouve dans 40% des accidents. Les stupéfiants sont également une des causes d'accident.

En 2022, ce sont 1338 arrêtés de suspension de permis de conduire qui ont été pris dans le département soit 4% de plus qu'en 2021. 44% des permis suspendus l'ont été suite à alcoolémie, 29% à cause d'usage de stupéfiants et 26% pour grand excès de vitesse (excès supérieur à 40 km/heure).

Prévention, prévention, prévention... mais aussi répression

Sur la période 2023-2027, la préfecture de Vaucluse veut prioritairement axer ses actions de sécurité routière autour d'actions de préventions dans les domaines des deux-roues motorisés, des conduites à risque (alcool, stupéfiants, vitesse et non-respect des priorités, l'usage du téléphone), des nouveaux modes de mobilité douce (vélo - y compris à assistance électrique - engins de déplacement personnel motorisés et marche) ainsi que des risques routiers professionnels (première cause de mortalité au travail en Vaucluse).

« Nous avons aussi la volonté de durcir la répression notamment en matière de suspension de permis',

Ecrit par le 22 novembre 2024

prévient Violaine Démaret. Pour cela, les forces de l'ordre vaclusiennes vont intensifier les contrôles en 2023.



En 2022, le Gouvernement a mis l'accent sur la lutte contre les rodéos sauvages. Bilan en Vaucluse : 898 opérations anti-rodéos qui ont conduit au contrôle de 11 518 personnes, à 1 438 verbalisations et 232 immobilisations de véhicules. Ci-dessus, 2 véhicules confisqués par la gendarmerie de Vaucluse lors des dernières fêtes de fin d'année. © Gendarmerie de Vaucluse/Facebook

Lutte contre l'immigration clandestine

Afin de lutter contre l'immigration irrégulière, le nombre d'interpellations a progressé, avec 630 interpellations pour vérifications du droit au séjour en 2022, contre 576 en 2021. Concomitamment, le nombre de mesures administratives liées à des décisions d'éloignement est également en hausse, avec 930 mesures prises contre 841 en 2021, en hausse de 10,6%.

« La priorité est portée sur l'éloignement et le refus de séjour des étrangers dont le comportement représente une menace pour l'ordre public », rappelle la préfète.

En conséquence, les étrangers en situation irrégulière sortant de prison font systématiquement l'objet

Ecrit par le 22 novembre 2024

d'une interpellation (45 en 2022) avant éloignement du territoire national.

« Cette lutte contre l'immigration irrégulière implique également des contrôles fréquents au sein des entreprises. »

Cette lutte contre l'immigration irrégulière implique également des contrôles fréquents au sein des entreprises afin de vérifier les droits au travail des employés de nationalités étrangères. Dans ce cadre, les services de la Police aux frontières (PAF) ont procédé en 2022 à 69 contrôles (46 dans le secteur du BTP, 10 dans l'agriculture, 5 dans les hôtels, cafés et restaurants et 8 dans d'autres secteurs). En tout, 511 personnes ont été contrôlées avec au bilan 70 procédures diligentées contre des employeurs et 98 personnes interpellées.

Pour 2023, et alors que les flux d'immigration repartent à la hausse en Europe en particulier depuis l'Italie, la préfecture va intensifier la délivrance et l'exécution des décisions d'éloignement, le contrôle de l'assiduité des pointages pour les personnes assignées à résidence ainsi que la lutte contre le travail illégal en multipliant les contrôles notamment auprès des personnes détenant un titre de séjour portant la mention 'travailleur saisonnier'.

« La lutte contre le repli communautaire restera un enjeu majeur pour la préservation et la fortification de notre pacte républicain. »

Surveillance accrue contre la radicalisation

A ce jour, environ 70 personnes sont suivies dans le Vaucluse au titre de la radicalisation. Un nombre en diminution selon la Cellule de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF) qui, tous les mois, fait le point sur la situation de mineurs et jeunes adultes, parfois sous main de justice, qui ont défavorablement attiré l'attention au titre de la radicalisation. Toutefois, si ce nombre a légèrement diminué en 2022 par rapport à 2021, la tendance de la fin de l'année 2022 et du début 2023 est à la hausse.

« La lutte contre le repli communautaire restera un enjeu majeur pour la préservation et la fortification de notre pacte républicain », insiste la préfète de Vaucluse qui, pour cela, entend s'appuyer notamment sur l'action de la Cellule départementale de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (CLIR) et mobiliser les outils de contrôles sur des lieux jugés à risque.

En parallèle, l'action de la nouvelle instance départementale chargée de la prévention de l'évitement scolaire mise en place durant l'automne dernier a permis d'identifier le décrochage scolaire et ses motivations, afin de ramener tous les enfants vers l'école. Une mobilisation qui a ainsi déjà permis de rescolariser 135 enfants à la rentrée 2022, dont 77 dans le premier degré et 58 dans le deuxième degré.

Ecrit par le 22 novembre 2024



Violaine Démaret (au centre), préfète de Vaucluse a présenté le bilan 2022 de la délinquance en Vaucluse. DR

Contrôles anti-fraude et fermetures administratives

En 2022, les services de contrôles du Codaf (Comité opérationnel départemental anti-fraude) de Vaucluse ont supervisé environ 600 interventions ayant permis la transmission aux parquets de 135 procédures. Réunissant les services de l'État (police, gendarmerie, administrations préfectorale, fiscale, douanière et du travail, protection des populations) ainsi que les organismes locaux de protection sociale (Pôle emploi, Urssaf, CAF, CPAM, caisses de retraite, MSA) afin d'apporter une réponse globale et concertée aux phénomènes de fraude, tels que les conditions d'emploi, les prélèvements obligatoires ou les prestations sociales, l'activité 2022 du Codaf 84 a notamment débouché sur la mise en recouvrement de plus de 5M€. Et compte tenu de l'évolution des fraudes, le Codaf veut particulièrement orienter ses actions 2023 vers le contrôle des faux statuts et de la fausse sous-traitance sans oublier la fraude aux prestations sociales et les ventes illégales de tabac et d'alcool.

« Je n'hésiterais pas à fermer les établissements qui polluent la vie des gens. »

« Il y a aussi des établissements qui perturbent la tranquillité publique voir qui peuvent être sources de différents trafics », explique la préfète de Vaucluse.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Les services de la préfecture ont procédé à 12 fermetures administratives en 2022 : 7 fermetures pour vente illicite de tabac, 3 pour atteintes à l'ordre public, à la santé, à la tranquillité ou à la moralité publique, un pour des infractions aux lois et règlements relatifs aux débits de boissons ainsi qu'un pour le non - respect des mesures sanitaires imposées pour la gestion de la crise sanitaire de Covid-19.

En outre, les services préfectoraux ont adressé 22 avertissements ou mises en demeure en 2022, dont 14 pour le non-respect des règles sanitaires, 6 pour le non-respect des lois et règlements relatifs aux débits de boissons et 2 pour des atteintes à l'ordre public, à la santé, à la tranquillité ou à la moralité publique.

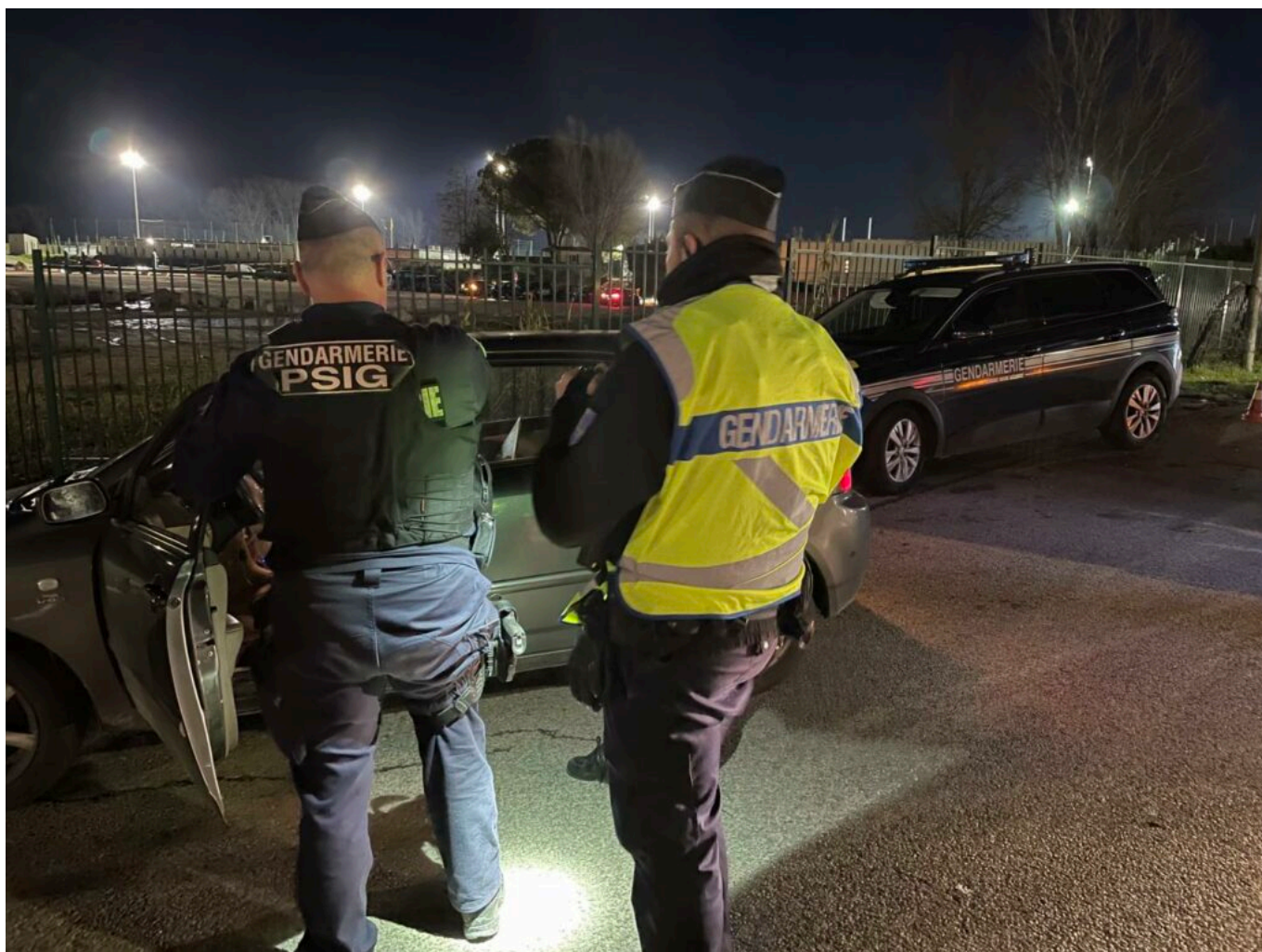
« Je n'hésiterais pas à fermer les établissements qui polluent la vie des gens », martèle Violaine Démaret.

Les atteintes aux biens

L'augmentation des atteintes aux biens (+11,9%) par rapport à 2021 est surtout due aux vols sans violence, qui passent de 13 181 à 14 802 faits, soit une augmentation de 12,3%. Dans le même temps, il a été constaté 4 283 vols liés aux véhicules à moteur (+8,3%), 3 957 cambriolages (+10,5%), 5 214 vols sans violence contre des personnes (+16,2%) et 1 295 autres vols sans violence contre des entreprises ou des établissements (+ 17,2%).

Pour lutter contre les cambriolages en 2023, les forces de l'ordre vauclusiennes annoncent qu'elles occuperont encore davantage le terrain de la délinquance (zones d'insécurité, lieux de rassemblement) et aller au contact en accompagnant la population dans son rôle d'acteur de la sécurité de ses biens (sensibilisation, accompagnement de conseil, communication...).

Ecrit par le 22 novembre 2024



© Gendarmerie de Vaucluse/Facebook

Moins d'escroquerie et d'infractions économiques

Seul voyant au vert dans ce bilan 2022 de la délinquance vauclusienne : les escroqueries et infractions assimilées sont en diminution (3 461 en 2022 contre 3616 en 2021, soit -4,3%). Idem pour les infractions économiques et financières qui passent de 172 en 2022 contre 179 en 2021, soit -3,91%). Au total, cette baisse s'élève à -4,27%.

Pour autant, les services de l'Etat dans le département restent vigilant à la problématique de la cyber-délinquance qui constitue un risque émergent vis-à-vis des entreprises ou des collectivités qui seront accompagnées et sensibilisées en matière de diagnostics ou de prévention.

« Il y a de plus en plus de cyber-attaque contre les collectivités. »

Écrit par le 22 novembre 2024

Mais ce cyber-danger menace un spectre de victimes potentielles particulièrement large touchant aussi les particuliers et les administrations : piratage des données bancaires ou 'rançongiciels' à des fins purement crapuleuses, tentative de déstabilisation des organisations publiques ou privées...

« Le contexte international accroît les risques, confirme la préfète de Vaucluse. Face à cette délinquance d'un type nouveau, l'État entend renforcer ses moyens de réponse car il y a de plus en plus d'attaque contre les collectivités. Nous sommes très vigilants aussi sur les hôpitaux ou nos structures publiques. »

La lutte contre la cyber-délinquance passe aussi par le développement des capacités d'investigations liées à la pédopornographie et le cyber-harcèlement ainsi que l'apprentissage à la sécurité numérique en poursuivant les actions de prévention auprès des jeunes publics, notamment dans les écoles.

Le soutien indispensable des maires

Dans cette lutte contre la criminalité et la délinquance, la préfète de Vaucluse n'en oublie pas le rôle des maires des 151 communes du département. « On ne fait rien sans le soutien des maires et notamment ceux qui mobilisent leur police municipale », insiste Violaine Démaret qui rappelle les engagements des services de l'État et ceux des communes en vue d'une mise en commun des moyens pour prévenir et lutter contre la délinquance. Ainsi, 2022 a vu la signature de trois contrats de sécurité intégrée entre l'État et les municipalités de Cavaillon, Carpentras et Avignon.

Le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR) 2022 a par ailleurs permis de participer à hauteur de 230 000€ au financement de 8 projets d'extension de vidéo-protection en Vaucluse.

Ecrit par le 22 novembre 2024



© Police de Vaucluse/Facebook

Une coopération avec les collectivités qui devrait s'intensifier en 2023 avec la tenue régulière des Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), des Conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) et des Groupes de partenariat opérationnels (GPO). Enfin, le Vaucluse souhaite se positionner pour accueillir au moins [l'une des '200 brigades' du plan gouvernemental](#) de déploiement de moyens supplémentaires de la gendarmerie nationale en milieu rural. « L'occasion de renforcer le maillage de la gendarmerie nationale sur le territoire vauclusien, se félicite Violaine Démaret qui précise qu'elle est déjà en train de « rencontrer les maires du département souhaitant accueillir cette brigade d'une dizaine de militaires qui pourrait être spécifiquement dédiée à la lutte contre les narcotrafics. »

Des événements majeurs à anticiper en 2023 et 2024

« En 2023 et 2024, la France accueillera deux événements internationaux majeurs, à savoir la coupe du monde de Rugby à l'automne 2023 puis les jeux olympiques et paralympiques en 2024, rappelle la

Ecrit par le 22 novembre 2024

préfète. Si le Vaucluse n'accueillera pas d'épreuves, il sera largement impliqué dans ces événements, puisqu'il hébergera plusieurs centres d'entraînement et des délégations. La préparation de ces échéances a déjà commencé, avec trois objectifs principaux : assurer la sécurisation des événements qui se dérouleront en marge de la coupe du monde de rugby, et en particulier le séjour de l'équipe d'Uruguay qui aura son camp de base à Avignon, anticiper la sécurisation des événements liés aux Jeux Olympiques 2024 (passage de la flamme olympique, accueil des délégations étrangères...) et enfin anticiper la sécurisation du festival d'Avignon 2024, qui sera quasi concomitant avec le démarrage des Jeux Olympiques. »

En attendant le futur centre pénitentiaire du Comtat Venaissin annoncé début 2026 à Entraigues, la mise en service cette année d'une Structure d'accompagnement vers la sortie (SAS) d'une capacité de 120 places (en photo ci-dessus) devrait permettre déjà de désengorger en partie l'actuelle prison du Pontet créée en 2003. © DR

La nouvelle prison d'Entraigues opérationnelle début 2026 ?

Enfin, ce bilan a été l'occasion d'évoquer la création de la future prison d'Entraigues-sur-la-Sorgue. Baptisé centre pénitentiaire du Comtat Venaissin ce projet de 107M€ doit permettre la réalisation d'un établissement de l'ordre de 400 places. Situé sur un terrain de 17,7 ha (en fait 12,4 ha seront au final nécessaires dont 9 ha pour l'enceinte) dans la zone du Plan, le long de la RD 942 entre Avignon et Carpentras, l'ensemble devrait être opérationnel début 2026 assure la préfète de Vaucluse.

De quoi soulager le centre pénitentiaire du Pontet qui affiche régulièrement des taux d'occupation de ses 650 places supérieurs à 100% et qui mobilise l'équivalent des effectifs d'une grosse brigade territorial de gendarmerie pour le transfert des prisonniers. Centre pénitentiaire du Pontet achève la mise en service une Structure d'accompagnement vers la sortie (SAS) d'une capacité de 120 places qui devrait être pleinement opérationnelle en octobre 2023. Ces établissements à taille humaine visent à favoriser l'autonomisation et la responsabilisation des personnes détenues tout en permettant de désengorger les prisons. Ils sont destinées à accueillir les personnes condamnées (pas de prévenus) dont la peine - ou le reliquat de peine - est inférieure ou égale à deux ans.

Pertuis : la gendarmerie à la pêche aux voitures dans la Durance

Ecrit par le 22 novembre 2024



La gendarmerie de Pertuis et les plongeurs subaquatiques de la brigade nautique de Martigues viennent de retirer plusieurs véhicules immergés dans les eaux de la Durance. En tout, 17 carcasses ont été récupérées lors de cette pêche inhabituelle. Cette action combinait trois objectifs : faire avancer les enquêtes concernant des véhicules volés, lutter contre le trafic de pièces détachées et agir contre les atteintes à l'environnement.

Au bilan, lors de cette opération d'extraction et d'identification menée par les plongeurs enquêteurs subaquatiques et les gendarmes de Pertuis, il est apparu que 16 des 17 voitures repêchées avaient été volées.

L'ensemble des investigations judiciaires réalisées devrait ainsi permettre l'avancer des procédures déjà ouvertes.

M.C.

Écrit par le 22 novembre 2024



Orange : prise de commandement pour le chef d'escadron Edix Lebeau

Ecrit par le 22 novembre 2024



La semaine dernière s'est tenue l'installation officielle du chef d'escadron Edix Lebeau, désormais aux commandes de la compagnie de gendarmerie départementale d'Orange.

Samedi 26 novembre, le Colonel Cédric Garence, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, a remis au chef d'escadron Edix Lebeau, le fanion de la compagnie, symbole de sa prise de commandement de la compagnie de gendarmerie départementale d'Orange.

Arrivé fin août, après 13 ans passés dans l'armée de Terre, cette cérémonie marque l'installation officielle de l'officier dans ses fonctions. La cérémonie a eu lieu à Châteauneuf-du-Pape, en présence du maire ainsi que de nombreux élus, partenaires et amis de la gendarmerie.

Écrit par le 22 novembre 2024



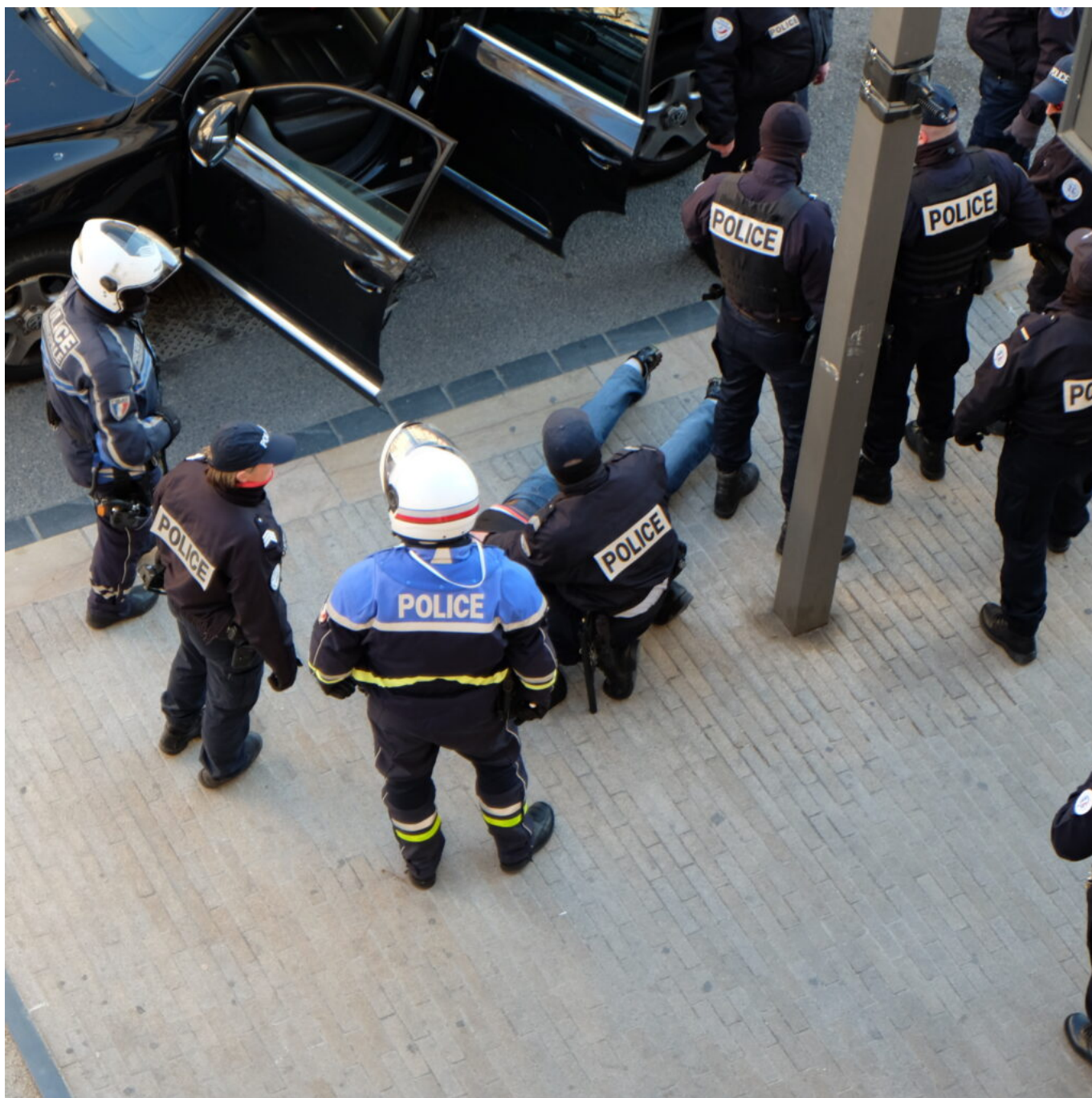
Écrit par le 22 novembre 2024

Edix Lebeau lors de son installation officielle © Gendarmerie de Vaucluse

J.R.

Vaucluse, Création d'une brigade de sécurisation des transports en commun (BSTC)

Écrit par le 22 novembre 2024



La Direction départementale de la sécurité publique (DDSP84) va créer une Brigade de Sécurisation des Transports en Commun (BSTC). Pourvue de 10 à 20 fonctionnaires, elle aura en charge la sécurisation des réseaux urbains de son ressort (bus et tramway), ainsi que des réseaux ferroviaires reliant les villes d'Avignon, Carpentras, Montoux, Cavillon et Orange et les gares de ces communes.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Une initiative de Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, dans le cadre de de la lutte contre la délinquance et l'insécurité dans les transports en commun.

2 000 policiers et gendarmes

En termes d'organisation 77 unités seront créées pour être dédiées à la sécurisation des transports, totalisant près de 2 000 policiers et gendarmes supplémentaires, soit un doublement des effectifs dédiés à cette mission.

8 500 postes au Ministère de l'Intérieur

Des nouveaux effectifs issus de la Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI), dont notamment la création de 8 500 postes au ministère de l'Intérieur et des Outre-mer au cours du quinquennat.

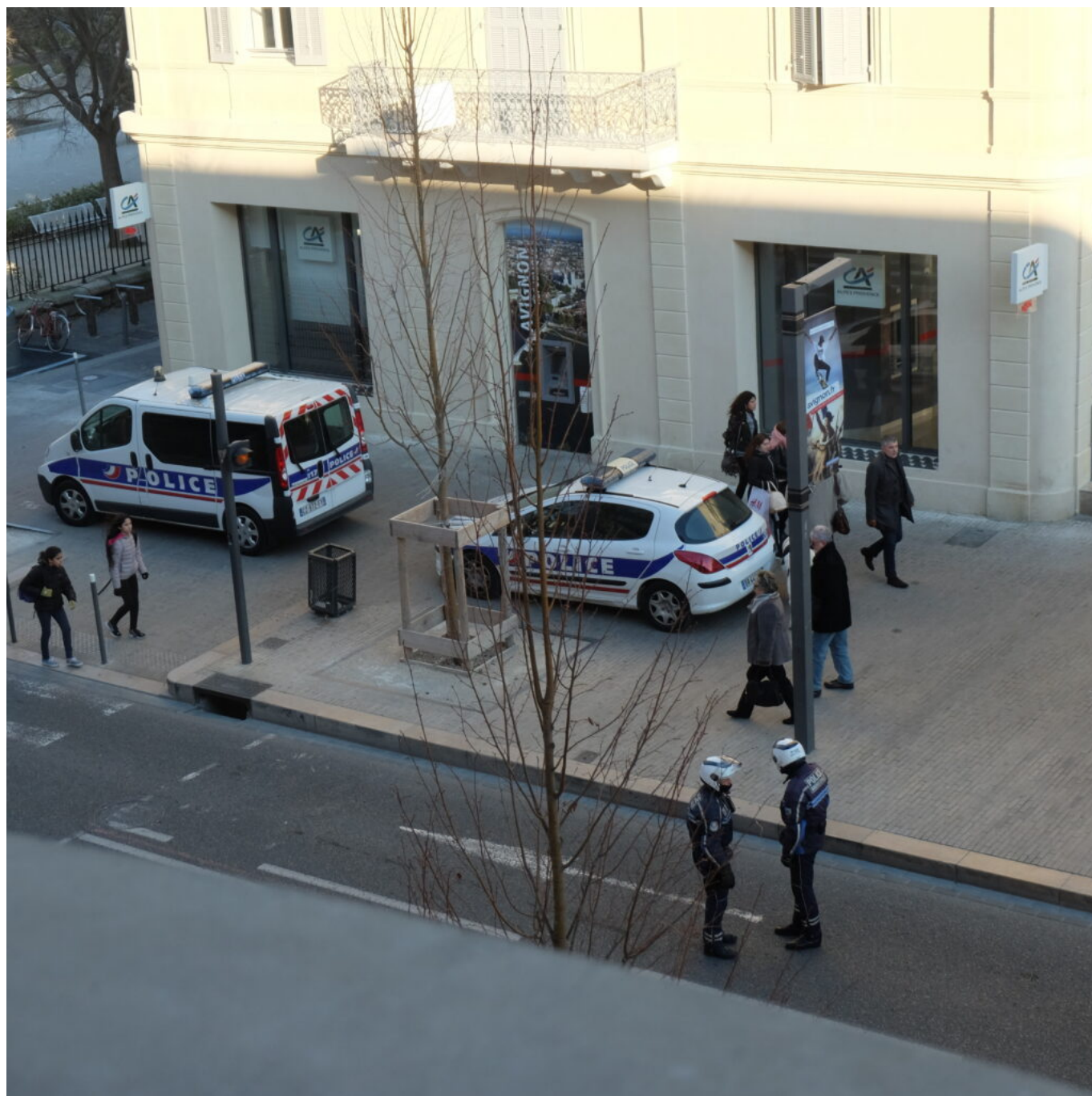
Printemps 2024

Ces renforts seront progressivement mis en place jusqu'au printemps 2024, afin d'être opérationnels pour les jeux olympiques et paralympiques. Pour la Police nationale, 1 300 policiers seront répartis dans :

8 nouveaux services inter-départementaux

8 nouveaux Services interdépartementaux de sécurisation des transports en commun (SISTC) en plus des 3 existants (Marseille, Lyon et Lille) : Bordeaux, Rennes, Toulouse, Orléans, Rouen, Strasbourg, Dijon et Nantes. Pour chacune d'entre elles, entre 60 et 90 policiers assureront des missions de sécurisation des gares, stations de transports en commun et réseau de transports en commun. Les patrouilles prendront notamment en compte les horaires où la délinquance est la plus forte pour plus d'efficacité, mais également les pics d'affluence, pour rassurer et dissuader. Ces missions pourront être conjointes avec les effectifs de sécurité privée des autorités organisatrices de transports ;

Écrit par le 22 novembre 2024



37 brigades pour les transports en commun

37 nouvelles brigades de sécurisation des transports en commun (BSTC), en plus des 2 existantes (Nice, Saint-Etienne) : Montpellier, Lens, Metz, Grenoble, Toulon, Nancy, Le Havre, Clermont-Ferrand, Douai, Valenciennes, Caen, Dunkerque, Tours, Nîmes, Reims, Angers, Amiens, Mulhouse, Avignon, Le Mans, Perpignan, Limoges, Brest, Pau, Aix-en-Provence, Maubeuge, Besançon, Bayonne, La Rochelle, Vitrolles,

Ecrit par le 22 novembre 2024

Poitiers, Troyes, Cannes, Antibes, Thionville, Annecy, Lorient. Pour chacune d'entre elles, entre 10 et 20 policiers assureront les mêmes missions que les SISTC, mais dans des réseaux de transports moins denses, la plupart du temps dans des villes de taille moyenne ; pour la préfecture de police de Paris, 200 policiers viendront renforcer les effectifs en charge de la police des transports, qui verra ses effectifs augmenter de 20 %. Cet accroissement permettra ainsi de passer à plus de 125 patrouilles par jour contre 100 actuellement.

600 gendarmes

Pour la Gendarmerie nationale, près de 600 gendarmes seront répartis dans : 30 brigades dédiées aux transports publics en zone gendarmerie, composées d'environ 10 gendarmes chacune, et dont la localisation sera arrêtée à l'issue de la concertation en cours avec les élus sur les 200 nouvelles implantations de brigades de gendarmerie ;

Et 2 nouveaux pelotons de réservistes de la gendarmerie, composés d'environ 50 réservistes chacun, en zone Ouest et Sud-Ouest, dédiés à la sécurisation des transports publics. Ils viendront compléter les 5 pelotons existants dans les zones Nord, Est, Sud-Est, Sud et Paris, dont les effectifs seront doublés.

MH

Ecrit par le 22 novembre 2024



Lycée de Vedène : la procédure de confinement déclenchée après une course-poursuite

Écrit par le 22 novembre 2024

ALERTE INFO

Ce jeudi 20 octobre, suite à une course-poursuite débutée sur l'A7, le conducteur d'un véhicule pris en chasse par les douanes a perdu le contrôle de sa voiture après en avoir percuté une autre en sortant de l'autoroute. L'accident s'est déroulé peu avant 14h au niveau du rond-point situé à proximité du lycée des métiers du domaine d'Eguilles à Vedène. L'individu s'est alors enfui à pied.

Écrit par le 22 novembre 2024

Estimant que le risque qu'il ait pu s'introduire dans l'établissement suite au signalement de plusieurs élèves, le proviseur du lycée professionnel a déclenché la procédure de confinement pour les 600 lycéens enfermés dans leur classe avec les rideaux baissés.

Une vingtaine d'hommes des 'Psig sabre' (Peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie) d'Avignon et de Carpentras spécialement mis en place après les attentats de 2015 ont alors procédé à la sécurisation de ce site de 13 hectares. Accompagnés d'un chien de détection, les militaires ont pu s'assurer que la personne recherchée ne se trouvait pas dans l'établissement. L'alerte confinement a donc été levée vers 16h20 et les élèves, choqués, ont été invités à se présenter vers l'infirmière et l'assistante sociale du lycée.

Le suspect de ce refus d'obtempérer est toujours recherché à cette heure après que sa trace ait été repérée sur la route d'Entraigues. Aucun blessé n'est à déplorer.

De Matignon à Avignon, Cédric Garence, un nouveau patron pour les gendarmes de Vaucluse

Ecrit par le 22 novembre 2024



Ce varois né à Draguignan il y a 43 ans, a succédé le 1er août [au Colonel Jean-Christophe Le Neindre](#) et il a pris officiellement son commandement hier sur le site de l'Arbousière à Châteauneuf-de-Gadagne en présence notamment de la préfète de Vaucluse, Violaine Démaret et du général de corps d'Armée de la région Provence Alpes Côte d'Azur et de la zone de Sécurité Sud, [Arnaud Browaëys](#). Ce Saint-Cyrien a rendu hommage au [Colonel Garence](#) et retracé sa carrière qui a débuté en 2003 à Bron, s'est poursuivie à Orange comme Commandant en second en 2007, participera à des opérations extérieures à Sarajevo, enchaînera sur Toulouse-Le Mirail en 2011, puis comme sous-préfet des Landes en 2020 et se retrouvera auprès du 1er Ministre, à Matignon avant de revenir dans le Vaucluse cet été.

700 gendarmes d'actives et 448 réservistes

« C'est un très beau groupement, convoité, riche de 700 personnels d'active et de 448 réservistes, les gendarmes sont présents dans 146 des 151 communes de Vaucluse, c'est à dire 93% de la population, explique le général Arnaud Browaëys. C'est une responsabilité et une reconnaissance, un nouveau défi pour toi Cédric, de maintenir la sécurité et l'ordre public, lutter contre les trafics de stupéfiants, les violences intra-familiales, prévenir le crime. Tu auras l'autorité mais aussi l'accessibilité et la proximité nécessaires. Tu dois être visible, à hauteur d'homme, immergé dans le tissu local avec ta femme Aurélie et ta famille. Je connais ta disponibilité et ton professionnalisme. A toi d'obtenir le meilleur de chacun. »

Ecrit par le 22 novembre 2024



Le colonel Cédric Garence, nouveau patron des gendarmes de Vaucluse.

Les 7 objectifs de la préfète

Violaine Démaret, la préfète nommée en août, comme lui, insistera sur l'implantation locale de la gendarmerie sur 82% de la superficie de Vaucluse. « Vous êtes là pour protéger 371 000 citoyens, leur assurer une vie tranquille, en toute sécurité. Certes notre département ressemble à une carte postale de rêve, mais au-delà des apparences, existent une réalité plus cruelle, des disparités entre les très pauvres et les très riches. J'ai donc 7 priorités en tête, d'abord la lutte contre les stupéfiants et les narco-trafiquants, ensuite la lutte contre les violences intra-familiales, nous avons eu 2 féminicides cet été. Troisième priorité : le trafic d'armes, 4^e : la sécurité routière et nous disposons de l'EDSR (Escadron départemental de sécurité routière), 5^e : la cyber-criminalité, 6^e : la sécurité environnementale et climatique avec des gendarmes qui se sont déployés pendant la canicule dans les massifs forestiers, à pied ou à cheval, enfin, dernière priorité, être visibles sur le terrain, au plus près des vauclusiens. Evidemment j'ajusterai ce cap en fonction de l'actualité, de la réalité. Soyez fiers de vous, heureux en famille et en plein épanouissement » conclura-t-elle.

Ecrit par le 22 novembre 2024



Alexandre Vasseur (à gauche), de l'ERI (Equipe d'intervention rapide) et Jean-Pierre Ayassa, commandant de l'EDSR (Escadron départemental de la sécurité routière) à Orange devant l'Alpine des gendarmes de Vaucluse. Un véhicule d'interception de 252 cv pouvant atteindre 260 km/h.

'Simple de cœur, esprit droit et âme honnête'

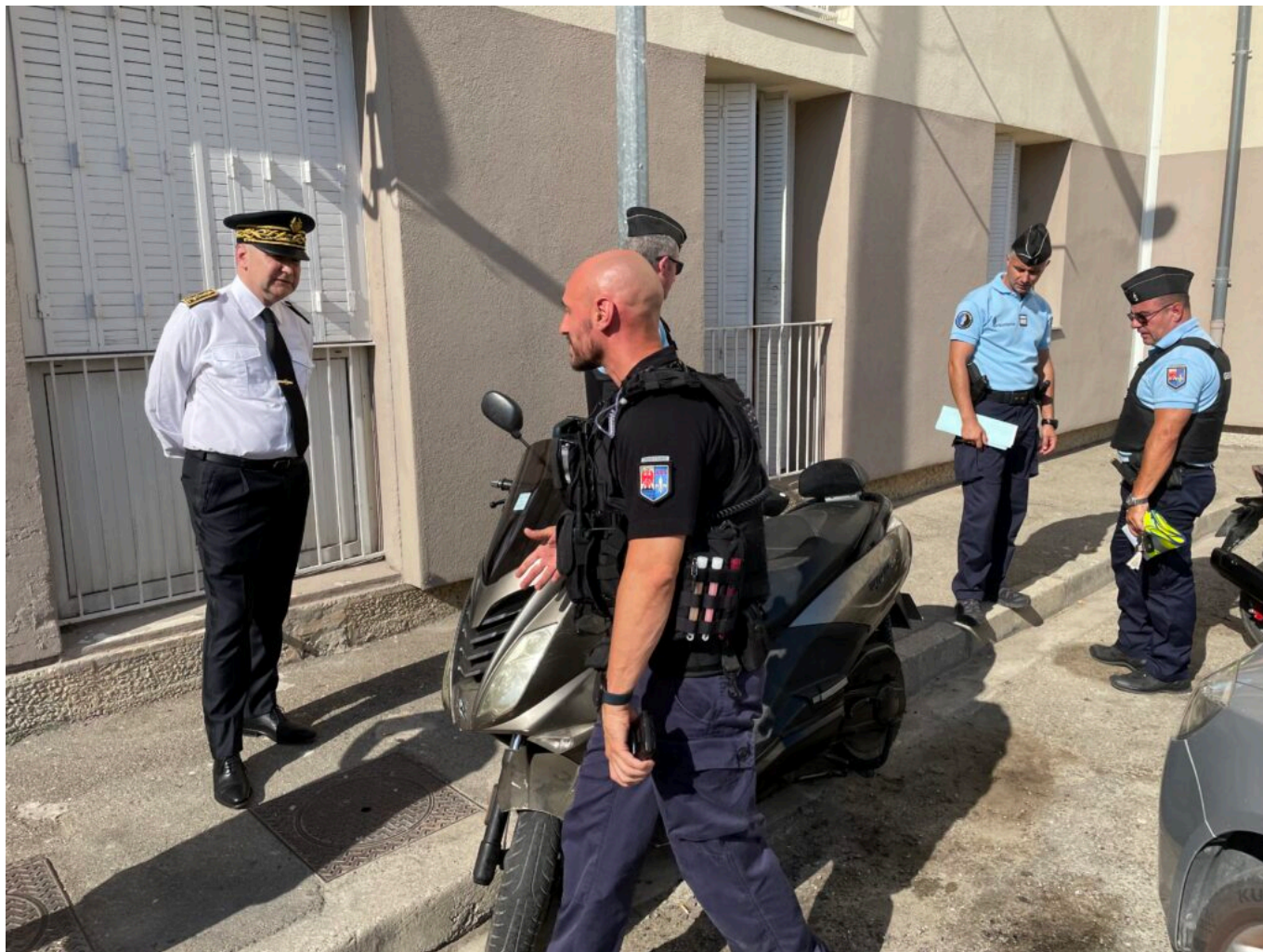
Le nouveau patron du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse a pris la parole en dernier, d'abord pour féliciter 4 gendarmes qui ont reçu, en amont de la cérémonie, des décorations pour leurs actes de courage et de dévouement. Il fera plusieurs allusions littéraires pendant son discours. D'abord au 'Désert des Tartares' de Dino Buzzati : « Je sais que je ne serai pas comme le lieutenant Drogo, à attendre au Fort Bastiani un ennemi qui ne viendra que sur son lit de mort. Je ne manquerai pas la bataille qui a motivé mon engagement en 2003, d'autant que l'adversaire est déjà là. Mais comme lui, je serai animé par la même indéfectible détermination, par le même inaltérable sens du devoir et par une envie de combattre sur laquelle le temps n'aura pas de prise. »

Il terminera en citant un texte de 1852 sous la plume du Général Joachim Ambert qui définissait ainsi le gendarme : « Il n'est rien pour vous et vous êtes tout pour lui. Vous ignorez même son existence mais les méchants tremblent et les faibles vivent en paix parce qu'il est là, toujours debout. Quel est donc cet homme ? Quelle passion l'anime ? Quel intérêt le guide ? Quelle religion le soutient ? Cet homme est simple de cœur, il a l'esprit droit, l'âme honnête. Etranger aux passions, il ne connaît que son devoir, son intérêt est de bien servir, sa religion est l'honneur. »

Et il conclura : « Je peux témoigner que les gendarmes de Vaucluse sont de cette trempe ».

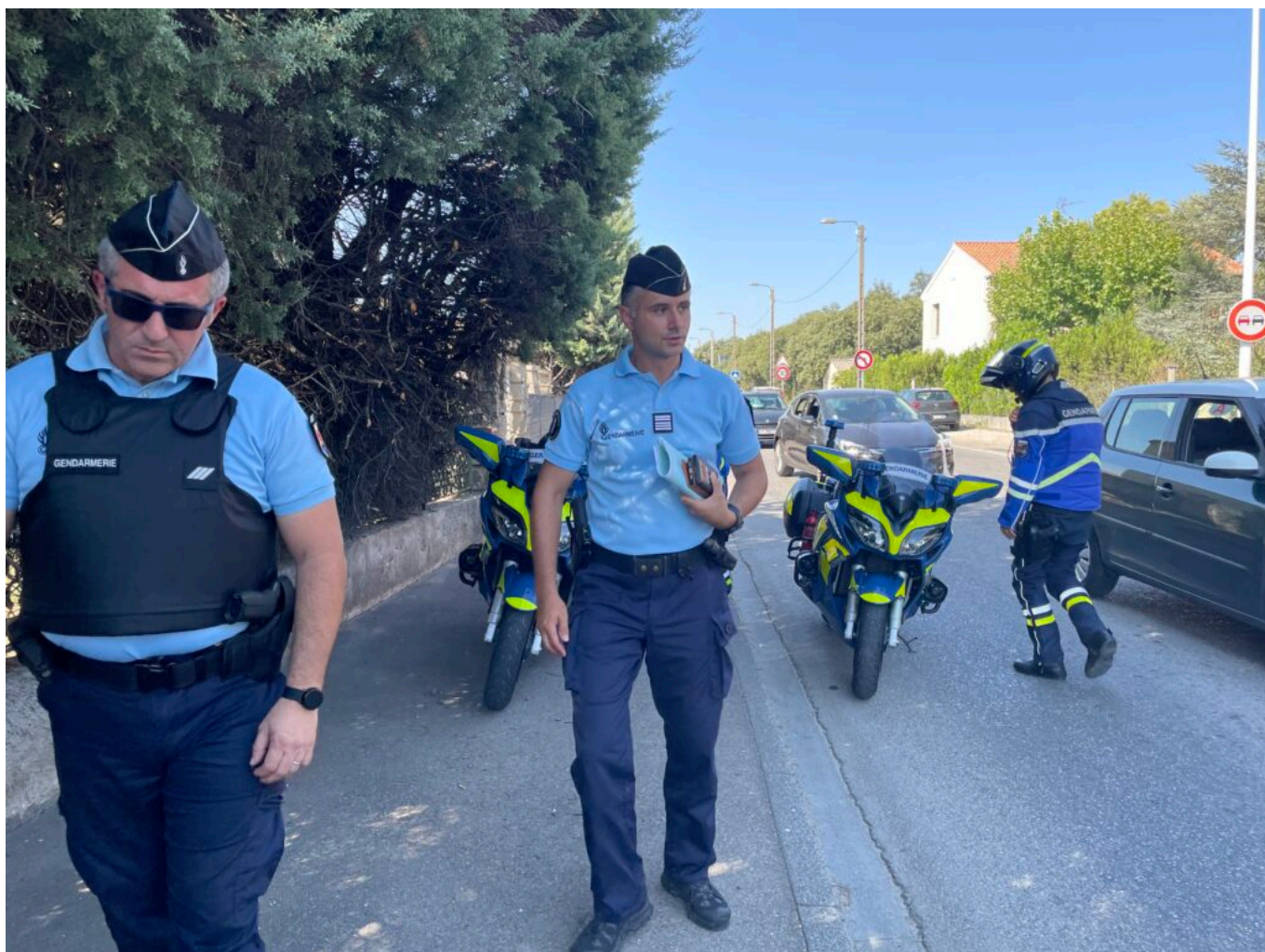
Écrit par le 22 novembre 2024

Vaucluse, les contrôles routiers se multiplient



C'est ainsi qu'après le contrôle policier intervenu mercredi 10 août à 15h30 à la Rocade Charles-de-Gaulle et de l'avenue de Cabières à Avignon, un autre était effectué à Sorgues, en opération conjointe gendarmerie et Police municipale, vendredi 12 août à 15h30 à l'intersection du boulevard Salvator Allende et de la route d'Entraigues pour, par la suite, se rapprocher et investir la cité Establet (Ndlr : propriété du bailleur social Vallis habitat).

Ecrit par le 22 novembre 2024



Au milieu de ses hommes, le commandant de groupement de gendarmerie de Vaucluse, Cédric Garence Copyright Mireille Hurlin

«Nous sommes là dans le cadre de ce qu'a demandé le Ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin rappelle Christian Guyard secrétaire-général de la préfecture de Vaucluse accompagné de Barbara Félicie, directrice des sécurités et adjointe au directeur du cabinet du préfet. Le ministre a demandé à ce que 10 000 contrôles routiers soient effectués dans toute la France suite au drame survenu à Pontoise où deux enfants de 10 et 11 ans ont été percutés de plein fouet lors d'un [rodéo urbain](#). 13 contrôles ont déjà été réalisés dans le département avec 442 personnes contrôlées, 3 interpellations, 1 garde à vue et 115 verbalisations les forces de l'Ordre repérant, également, d'autres infractions liées à la conduite automobile ou de deux roues.»

Vous êtes sur place et plutôt voyants de sorte que cette opération anti rodéo-urbain a peu de chance de se réaliser sous vos yeux ?

«Il n'est pas à exclure que des habitués de ces pratiques essaient de rentrer dans les quartiers avec leurs

Écrit par le 22 novembre 2024

engins, assure Cédric Garence, commandant de groupement de gendarmerie départementale du Vaucluse, mais ce dispositif ne vise pas seulement à interpellier les auteurs mais aussi à les dissuader de se livrer à ce type d'agissements et, d'autre part, au gré des patrouilles qui vont investir le quartier trouver les objets de l'infraction, des véhicules dont ils pourraient se servir, parkés dans les parties communes, derrière des haies. L'idée ? Contrôler ces véhicules stationnés et, le cas échéant, les retirer.»

Avez-vous dernièrement arrêté des personnes se livrant au rodéo urbain ?

«Oui, dernièrement sur une commune de Vaucluse nous avons retiré une moto qui était mise à disposition dans le but qu'elle soit utilisée par qui le souhaitait. Suite à une longue mais efficace enquête nous avons également retrouvé l'auteur d'un rodéo routier commis le 22 avril sur l'autoroute A7. Son auteur a été interpellé jeudi 11 août et remis à la Justice.»



Barbara Félicie, directrice des sécurités et adjointe au directeur du cabinet du préfet et Christian Guyard secrétaire-général de la préfecture ainsi que les hommes du groupement de gendarmerie de Vaucluse à la Cité Establet à

Ecrit par le 22 novembre 2024

Sorgues. Copyright Mireille Hurlin

Avez-vous beaucoup de refus d'obtempérer ?

«Oui, souvent les auteurs de rodéo sauvages se livrent à des refus d'obtempérer. D'ailleurs les rodéos sauvages ne se font pas qu'en deux roues mais aussi en quatre roues comme cela est arrivé avec une fiat panda sans pare-brise, ne répondant plus à aucune norme de sécurité. Le conducteur avait une conduite dangereuse et répétée compromettant la sécurité et la tranquillité publique ce qui répond entièrement aux éléments constitutifs d'une infraction. Il n'est pas rare de constater des rodéos urbains avec des véhicules légers.»

Quels types de délinquance constatez-vous actuellement en Vaucluse ?

«Le département connaît la même typologie de délinquance que le reste de l'année, avec un accent particulier sur l'appropriation frauduleuse des biens, notamment sur les sites touristiques, vols dans les résidences et véhicules, ce qu'on qualifie de vol à la roulotte.»

La route un lieu de drame

«La route est un lieu de drame et l'accidentologie sur le département de Vaucluse depuis le début de l'année démontre une recrudescence du nombre d'accidents avec des comportements individuels accidentogènes qui engendrent des drames de la vie, souligne le commandant. Nous sommes à 21 décès depuis le mois de janvier, c'est le même nombre de morts que l'année dernière, avec une augmentation notable d'accidents corporels, c'est-à-dire de blessés. Il y a une forme de relâchement de toutes les catégories d'âge. Cela concerne les conduites addictives, la vitesse, le non-respect des règles de priorités, les distracteurs d'attention avec les écrans, les téléphones... On n'est jamais trop prudents sur la route. La limite entre un accident corporel et un mort ? C'est souvent quelques centimètres... Ça peut être un poteau,» conclut Cédric Garence, commandant de groupement de gendarmerie départementale du Vaucluse.

Nous profitons d'être sur le lieu d'intervention pour discuter avec la Police Municipale de Sorgues. Que vivent-ils toute l'année ?

Ecrit par le 22 novembre 2024



Police municipale de Sorgues, ils seront bientôt 30 à assurer la sécurité. Copyright Mireille Hurlin

Michaël, de la Police Municipale de Sorgues

«Je fais partie de la brigade cynophile de Sorgues, nous travaillons exclusivement de nuit avec le chien. Nous patrouillons avec Hooligan, 3 ans, dans toute la ville, dans les quartiers, dans les résidences, nous assurons la sécurité de la population, travaillons sur des points de contrôles routiers. Hooligan a été spécialement entraîné en unité de nuit pour la recherche de stupéfiants -parfois cachés dans les bosquets-, armes, explosifs et faux billets. C'est un chien d'intervention et de patrouille. C'est aussi un chien de pedigree, malinois, Lof (Livre des origines françaises) dont l'éducation initiale et continue est confiée à un dresseur professionnel.»

Etes-vous intervenu sur des 'points chauds' ?

«Oui, hélas, ça arrive mais la présence du chien calme immédiatement le jeu. Le chien est un important atout en équipe de nuit, pour nous. On ne peut pas discuter avec un chien. Il est là pour faire son travail. Si les personnes sont énervées, excitées, le chien le ressent tout de suite. Il a cet instinct de prédation et

Écrit par le 22 novembre 2024

de défense. On ne peut pas argumenter avec un chien.»

A quels genres de situation avez-vous eu à faire ?

«Souvent des rixes entre personnes, lors de fêtes votives. Il y a deux jours deux communautés, soit 30 personnes, avaient des différends. Hooligan nous a permis de ramener le calme immédiatement et les personnes se sont dispersées.»

Ce que j'aime le plus dans mon métier ?

«Le contact avec les gens, le dialogue, ramener apaisement et sérénité. Dans un état d'esprit qui n'est pas d'avoir le dernier mot. Les gens ont besoin de sécurité. Ils nous remercient d'être là. Notre présence suffit à ramener le calme. Ils ont besoin de nous voir. Nous ne sommes pas là dans un esprit de répression mais dans un esprit de prévention. Les gens entament souvent la discussion au travers du chien. Il permet, spontanément, de tisser du lien.»

Ecrit par le 22 novembre 2024



Écrit par le 22 novembre 2024

Michaël de la brigade cynophile de Sorgues avec Hooligan. Copyright Mireille Hurlin

Guillaume de la Police Municipale de Sorgues

«Je viens juste d'arriver de la Police municipale de Nice, qui comporte 450 agents et est la plus importante Police municipale de France. La Police municipale de Sorgues compte 29 agents faisant partie de 2 brigades en journée : VTT (présence de proximité et contrôle des massifs forestiers) et motorisée (contrôle des infractions routières), et d'une brigade de nuit composée de 5 agents avec un nouveau recrutement prévu avant la fin de l'année. Notre métier ? Le contrôle de l'application des arrêtés du maire, la sécurisation des écoles, l'urbanisme, le funéraire... Notre spectre d'intervention va se développer, notamment dans la sphère environnementale, la lutte contre les déchets sauvages. La surveillance de nuit se fait du mardi au samedi de 19h30 à 4h du matin. La journée commence à 7h du lundi au samedi avec une permanence assurée le dimanche pour la sécurisation du marché.»

Les infractions que nous gérons toute l'année ?

«Diverses infractions du code de la route, relate Michaël, des pots d'échappement qui font du bruit et qui ne sont pas aux normes. Nous avons de plus en plus de problèmes liés aux contrôles techniques, avec des personnes qui le repoussent par manque d'argent. Néanmoins le parc automobile a beaucoup évolué et l'on ne voit plus de vieilles voitures comme avant. Il y a désormais de plus en plus de voitures en location (LOA, location avec option d'achat ou LLD, location longue durée) et donc récentes. Nous rencontrons beaucoup de problèmes avec de jeunes automobilistes qui débutent dans la vie et n'arrivent pas à faire les frais nécessaires sur leurs voitures.»

Ecrit par le 22 novembre 2024



Cité l'Establet à Sorgues, patrimoine de Vallis Habitat

Les différends familiaux exacerbés par la période du Covid

«Nous avons beaucoup à faire avec les différends familiaux relate Guillaume, violences intrafamiliales, incivilités, des comportements un peu exacerbés par la période du Covid », « ce qui a accentué l'écart entre ceux qui ont un peu d'argent et ceux qui en ont moins, intervient Michaël. Aujourd'hui on note beaucoup de séparations, de divorces. On fait aussi les 'OTV', Opération tranquillité vacances où les gens nous ont confié leurs dates de vacances et nous faisons en sorte de passer régulièrement devant leurs maisons ou appartements. Nous savons s'ils ont des alarmes, si les voisins viennent pour nourrir les animaux ou arroser leurs plantes... On sensibilise les gens à ce qu'ils ne partagent pas leurs dates et lieux de vacances sur les réseaux sociaux, mais ils sont si contents d'être en vacances qu'ils partagent quand mêmes des informations.»

Gendarmerie, Police municipale, un bon binôme ?

«Nous avons une convention de coordination avec la gendarmerie, ce qui fait que nous travaillons

Ecrit par le 22 novembre 2024

ensemble régulièrement, détaille Guillaume. Le but ? Avoir un maximum d'effectif sur le terrain. Nous faisons des contrôles réguliers dans les cités, les caves, les halls d'entrée, des contrôles à points fixes. On se met sur un rond-point et on contrôle, détaille Guillaume. Pas pour être dans la répression mais plutôt la prévention. Je fais un peu de morale parce que je ne verbalise pas. Nous faisons beaucoup de rappel à la réglementation. C'est aussi une volonté politique du maire. On est aussi là pour trouver le juste milieu et rester proche de la population, c'est même le plus important.»

Certains prénoms ont été changés par mesure de confidentialité.



Cité l'Establet à Sorgues lors d'une opération conjointe Gendarmerie et Police municipale

Ecrit par le 22 novembre 2024

Les forêts vauclusiennes contrôlées par les services de l'État, la gendarmerie, l'ONF ET l'OFB



Face au risque incendie qui menace le Vaucluse, les services de l'État, de la gendarmerie et des établissements publics s'allient pour contrôler les espaces boisés du département afin de mieux couvrir le territoire.

Aujourd'hui, personne n'est sans savoir que [le Vaucluse souffre des hautes températures et donc de la sécheresse, et que les espaces boisés présentent des risques d'incendie](#). C'est pourquoi la Direction départementale des territoires (DDT) met en place des patrouilles de surveillance et de contrôle mais aussi des patrouilles de surveillance et d'intervention. De plus, des contrôles de police sont effectués par

Écrit par le 22 novembre 2024

les agents de l'Office national des forêts (ONF) ainsi que ceux de l'Office français de la biodiversité (OFB), mais aussi par les services de la gendarmerie.

Cette coopération s'inscrit dans l'optique de mieux couvrir le territoire, mais également de partager les différents savoir-faire. Les agents qui mènent ces opérations de contrôle ont constaté la présence de nombreux mégots de cigarette au sol, voire des traces de foyers qui auraient pu être à l'origine d'un départ de feu. Ainsi, ils font également de la sensibilisation à la réglementation auprès des Vauclusiens et des touristes. Au cours des prochaines semaines, de nouvelles actions devraient être mises en place pour renforcer les contrôles et verbaliser les éventuels contrevenants.

Pour rappel, il est interdit de porter du feu, de fumer ou de jeter des objets en ignition en forêt, ou à moins de 200 mètres de celle-ci, sous peine d'une amende de 135€. Il est également interdit de faire du camping sauvage en forêt ou de circuler sur les pistes non ouvertes à la circulation publique.

V.A.